

ARABIE SAOUDITE

**Amnesty International condamne les
homicides de civils par un groupe armé à
Al Khobar**

Index AI : MDE 23/006/2004

ÉFAI

Jeudi 4 juin 2004

DÉCLARATION PUBLIQUE

Amnesty International condamne sans réserve les homicides et la prise d'otages perpétrés par un groupe armé les 29 et 30 mai 2004 dans la ville d'Al Khobar dans l'est de l'Arabie saoudite. Bien que les victimes soient de nationalités et de convictions religieuses différentes, l'organisation est troublée par les récits des survivants selon lesquels les assaillants auraient activement et délibérément cherché à viser des non-musulmans.

Selon des informations parues dans la presse, les assaillants auraient pris pour cibles les bureaux des compagnies pétrolières et les habitations de leurs employés, essentiellement des expatriés de différentes nationalités. L'homicide délibéré et ciblé de civils sur la base de leur religion, de leur race ou de leur nationalité et le meurtre d'otages sont des infractions graves au regard du droit international. Amnesty International lance un appel pour que les personnes soupçonnées d'être les auteurs de ces infractions soient poursuivies et jugés lors de procès conformes aux normes internationales.

Le cycle de la violence politique en Arabie saoudite s'est intensifié de façon significative depuis l'invasion de l'Irak il y a un an et la « *guerre au terrorisme* » menée par le gouvernement qui fait preuve d'un mépris troublant pour les règles du droit et les normes internationales relatives aux droits humains. Un certain nombre d'attentats, dont des attentats suicide, ont été commis par des personnes ou des groupes armés qui s'en sont également pris à des civils occidentaux, ciblés de manière individuelle. Les forces gouvernementales ont mené des perquisitions et fait la chasse dans les rues à des personnes et des groupes armés soupçonnés d'être impliqués dans les attaques, avec souvent des conséquences fatales.

De très nombreux civils auraient été tués depuis mai 2003, mais le nombre exact et les circonstances entourant leur mort ne sont pas

connus d'Amnesty International, le gouvernement saoudien pratiquant la politique du secret. Le gouvernement a publiquement dénoncé *Al Qaida* comme étant à l'origine des meurtres commis par des personnes ou des groupes armés. Il a déclaré avoir placé en détention et interrogé des milliers de membres et de sympathisants d'*Al Qaida*. Dans certaines affaires, il a annoncé avoir placé en détention des membres et sympathisants d'*Al Qaida* liés à des attaques violentes ayant causé la mort de civils.

Le sort de ces détenus reste entouré de mystère. Aucun procès public ne s'est tenu, pour leur demander de rendre des comptes devant la justice et, à notre connaissance, ils ne bénéficient d'aucune assistance légale. Les organisations de défense des droits humains ne sont pas autorisées dans le pays et ne peuvent donc mener d'enquête indépendante sur le respect des droits des personnes ; le gouvernement exerce par ailleurs un contrôle strict sur les médias couvrant les événements.

La récente tuerie d'*Al Khobar* s'inscrit dans ce cycle de violence mais reste totalement injustifiable. Elle met à mal la notion commune d'humanité sur laquelle se fondent les principes humanitaires et internationaux. Le respect de ces principes et de ces normes, selon lesquels tous les êtres humains sont égaux en droit et en dignité, est du devoir de chacun, aussi bien des gouvernements que des groupes armés. Amnesty International appelle les groupes armés d'Arabie saoudite et le gouvernement à obéir à ces principes et à ces normes. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>